

# ON CONTINUE...

## avec l'UFR des industries chimiques CGT

**l'édito**

### LE CAPITAL DIVISE, LA SOLIDARITÉ ACTIFS ET RETRAITÉS DOIT NOUS RASSEMBLER !

**Au cœur de l'été, alors que les Français suffoquent et que 6 000 personnes ont perdu la vie ce dernier mois pour cause de canicule, alors que des incendies devenus incontrôlables ravagent le pays et font des « réfugiés climatiques » dans nos départements, alors que des pompiers meurent au combat, que fait le Pouvoir ? Avec une constance presque clinique, il empile les décisions toxiques : réhabiliter les pesticides, préparer la privatisation de l'eau, puis recycler l'idée d'un « permis de tuer » pour les policiers. La brutalité comme méthode...**

Même logique, même mépris : assassiner la culture, installer un défenseur des droits visiblement fâché avec les droits humains, laisser exploser les prix de la nourriture, de l'électricité et du gaz, pendant qu'à la pompe les automobilistes continuent de verser leur tribut aux groupes pétroliers.

C'est dans ce contexte que le gouvernement compte présenter son budget 2027 le 30 septembre. Le gouvernement va chercher l'argent dans les poches des travailleurs, des plus fragiles, les précaires, les retraités, les étudiants : la désindexation des pensions de retraites revient sur la table. Une attaque majeure contre les salaires et le pouvoir d'achat et les conditions de vie de milliers de personnes. La désindexation permettrait à l'État d'économiser jusqu'à 6 milliards d'euros, au détriment de milliers de personnes dont la pension resterait fixe alors que tous les prix augmentent. Les retraités sont de plus en plus nombreux à vivre sous le seuil de pauvreté : plus de 2 millions. Roland Lescure essaie de s'en sortir par une pirouette précisant que seuls les retraités aisés seraient touchés, sans avoir pour l'instant défini de limite de revenu. L'inspection générale des finances propose des pistes d'économies dans le domaine du logement social, du soutien de l'État aux collectivités territoriales et des politiques familiales : un possible gain de 4 milliards d'euros !

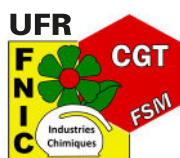
Le tout, naturellement, avec la bénédiction du RN. À ce niveau-là, ce n'est plus une dérive : c'est une répétition générale. S'il fallait préparer son arrivée au pouvoir, la macronie ne s'y prendrait pas autrement... D'ailleurs, on apprend que Matignon négocie avec les banques françaises pour qu'elles acceptent de financer la campagne de Marine Le Pen, condamnée pour avoir pillé les deniers publics pendant plus de dix ans. Le Premier ministre étant disposé à ce que ce prêt soit partiellement garanti par l'État (Le Monde). C'est la preuve que Macron a œuvré à mettre le RN en route vers l'Élysée, par sa politique antisociale et répressive contre les travailleurs.

Nous sommes pourtant en droit d'attendre autre chose que des consignes de résignation face à une catastrophe annoncée et d'autres à venir. Il ne s'agit plus seulement de supporter l'inévitable, mais d'exiger des décisions à la hauteur de l'urgence. Serons-nous capables de nous mobiliser ou laisserons-nous le gouvernement présenter, comme il s'apprête à le faire, un budget placé sous le signe de l'austérité — sauf pour alimenter les profits des marchands d'armes et des groupes pétroliers ?

**L'année dernière, les premières annonces de François Bayrou sur le budget 2026 avaient alimenté le mouvement du 10 septembre, qui se donnait pour mot d'ordre « bloquons tout ». Ce n'est qu'en construisant un rapport de force, par la mobilisation des actifs et des retraités, qu'il sera possible d'imposer d'autres choix en rupture avec le système capitaliste.**

## Sommaire

Une : L'édito • p.2 • p.3 Gouvernement : l'été, tous les coups sont permis ! • p.4 Agenda / L'orga-le point •



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / [www.fnic-cgt.fr](http://www.fnic-cgt.fr) / e-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)

Directeur de publication : **Serge Allègre**

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0129 S 08416

## l'actualité



# Gouvernement: l'été, tous les coups sont permis !

*Alors que notre pays étouffe sous des épisodes de canicule toujours plus fréquents et que les incendies ravagent des milliers d'hectares de forêt, le gouvernement profite de l'été pour s'attaquer une nouvelle fois à notre protection sociale.*

### Sa cible : les assuré-es sociaux.

Deux projets de décrets vont être soumis au Conseil d'administration de la CNAM, qui ne dispose que d'un avis consultatif.

Le premier prévoit d'accélérer le déremboursement de certains médicaments, des transports sanitaires et des consultations chez les chirurgiens-dentistes.

Le second vise à doubler les plafonds des participations forfaitaires et des franchises médicales fixés chacun à 50 € par an. Les plafonds passeraient donc à 100 € chacun, soit un reste à charge pouvant atteindre 200 € pour les assuré-es sociaux.

### Une fois encore, la facture sera présentée aux malades, aux retraité-es, aux personnes âgées et plus largement à tous les assuré-es sociaux.

Pour le gouvernement, il s'agit de faire des économies. Pour des millions de personnes, cela signifiera surtout devoir payer davantage pour se soigner ou renoncer aux soins faute de moyens.

**Les chiffres sont pourtant alarmants.** Selon un sondage réalisé pour la Fédération hospitalière de France, 80 % des Français déclarent avoir déjà renoncé à au moins un soin en 2025, dont près de la moitié en raison d'un coût trop élevé ou d'un remboursement insuffisant.

Plutôt que de répondre à cette urgence sociale, le gouvernement choisit d'aggraver encore la situation.

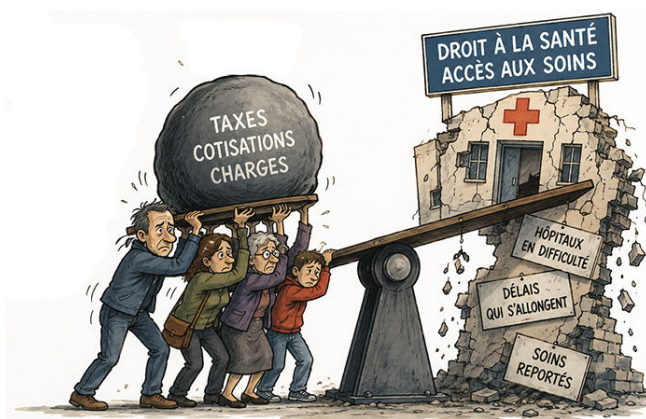
**Les retraité-es seront parmi les premier-es touché-es.** Avec l'âge, les besoins en soins augmentent naturellement. Pourtant, au lieu de garantir un meilleur accès aux soins, l'exécutif organise un nouveau transfert des dépenses de santé.

Les complémentaires santé trouveront là un prétexte de plus pour augmenter leurs cotisations. Une situation insupportable quand on sait que plus de 1,6 million de retraité-es ont déjà renoncé à une complémentaire santé en raison de son coût.

Pendant ce temps, les pensions stagnent, le pouvoir d'achat recule et les restes à charge augmentent.

### À force de faire payer les mêmes, c'est le droit à la santé et l'accès aux soins qui sont remis en cause.

Le gouvernement prétend réaliser plusieurs milliards d'euros d'économies à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027. Mais chacun sait que le renoncement aux soins entraîne à terme une aggra-



vation des pathologies, davantage d'hospitalisations et des coûts encore plus importants pour la collectivité.

**La Sécurité sociale ne souffre pas d'un excès de dépenses.** Les assuré-es sociaux ne se soignent pas par confort ou par plaisir. Elles et ils se soignent parce qu'elles et ils en ont besoin.

Le véritable problème réside dans le manque de recettes. Comment accepter que près de 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales soient accordées chaque année aux entreprises tandis que l'on demande toujours plus d'efforts aux retraité-es, aux salarié-es et aux malades ?

**L'argent existe. La question est celle de son utilisation et de son partage.**

**NOUS REFUSONS** une société où l'on sacrifie la santé, la protection sociale et les services publics, au nom de l'austérité.

**NOUS REFUSONS** que les retraité-es, les malades et les familles soient une nouvelle fois mis à contribution.

**NOUS REFUSONS** que l'accès aux soins devienne un privilège réservé à celles et ceux qui en ont les moyens.

### **AU CONTRAIRE, NOUS EXIGEONS :**

- le maintien et le renforcement du remboursement des soins,
- une Sécurité sociale financée à la hauteur des besoins de la population,
- le développement des services publics de santé
- une véritable politique de justice sociale et de solidarité.

**La Sécurité sociale est notre bien commun. Elle n'est ni une charge ni un coût : elle est un investissement dans la dignité, la santé et l'égalité.**

## **MOBILISONS-NOUS !**

**Le 21 septembre 2026,**  
manifestons pour un monde de paix, de solidarité et de fraternité.

**Les 14 octobre et 19 novembre 2026,**  
agissons massivement pour la revalorisation de nos pensions et retraites,  
pour le développement des services publics et pour la défense  
de la Sécurité sociale.

**ENSEMBLE, REFUSONS LES RECULS SOCIAUX  
ET DÉFENDONS NOS DROITS !**

Orga : .....

Lieu : .....

Heure : .....



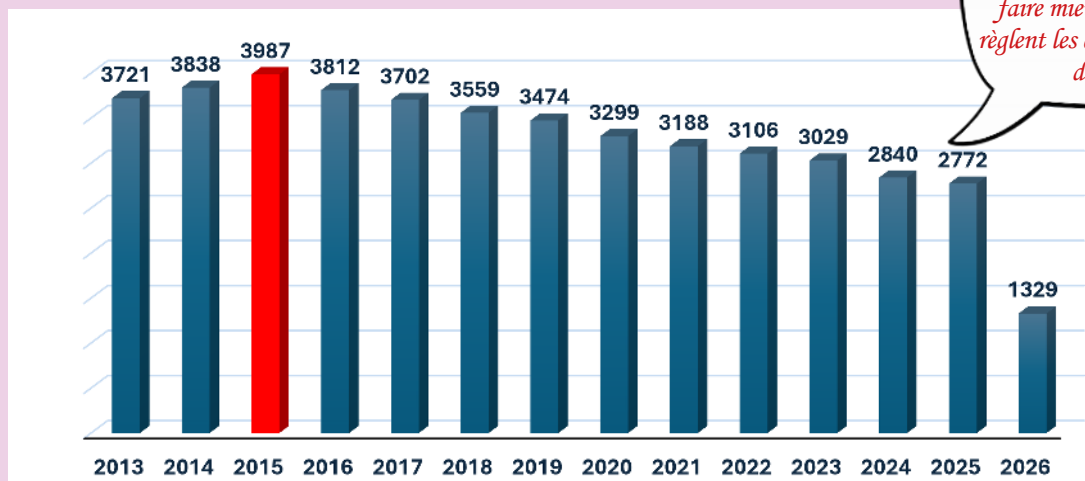
<https://union-confederale-retraites.cgt.fr/>

## L'agenda

- 14ème conférence de l'UFR 14-15 octobre 2026 à La Palmyre (Charente-Maritime)

### l'orga - le point...

### FNI AU 13 AOÛT 2026



*Il manque 68 FNI pour être au 100% en 2025. Nous pouvons faire mieux si les syndicats règlent les cotisations avant la date limite.*

## l'orga - le point...

## La continuité syndicale, c'est aussi renforcer le lien entre actifs et retraités.

Si nous voulons nous donner les moyens pour une transformation économique et sociale de la société en faveur des salariés et retraités, les conditions à réunir dépendent de la construction d'un rapport de forces massif et durable. Si celui-ci dépend de notre activité revendicative et de l'engagement des militants, il repose aussi sur l'état de nos forces organisées. C'est au regard de ces défis et des choix de société qu'il nous faut construire que se renforce la nécessité de mieux travailler les convergences d'intérêts et de luttes entre actifs et retraités.

En effet, sur de très nombreux sujets, les retraités sont concernés au même titre que les actifs :

- L'augmentation des salaires et des retraites.
- L'égalité femmes-hommes.
- La protection sociale dont la Sécurité sociale, les mutuelles, les retraites et le suivi médical post-professionnel.

- La reconquête des services publics de qualité et de proximité.
- L'accès aux soins, aux transports, à la culture et au sport.
- La reconquête de l'industrie et des emplois en les réorientant en lien avec les questions environnementales et de la paix.
- La paix et le désarmement.

**Autant de sujets qui nécessitent des combats communs et qui imposent une activité syndicale et revendicative des sections de retraités qui répondent aux besoins des populations tout en contribuant à la transformation de la société. Les batailles menées par la FNIC-CGT pour organiser, rassembler, mobiliser et lutter constituent une force sociale à part entière et indispensable dans les convergences d'intérêts entre salariés actifs et retraités.**

